

Développer les compétences pour mieux gérer l'eau



Rapport d'Activités 2013



*Office
International
de l'Eau*

**CNFME
CNIDE
AQUACOOPE**

janvier 2014

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Dominique Preux, Directeur depuis 2001 du CNFME, ayant fait valoir ses droits à la retraite, a été remplacé en juin 2013 par Joseph Pronost, qui assure depuis les fonctions de Directeur du CNFME.

Le climat économique morose de l'année 2013 a fait craindre que l'activité du CNFME soit en retrait sur les années précédentes. L'année s'achève en effet avec un déficit du nombre d'inscrits au catalogue de 6,3 % par rapport à l'année précédente, mais le chiffre d'affaires de ces formations inter-entreprises est resté conforme aux objectifs grâce à une augmentation globale de la durée des formations réalisées par rapport à l'année 2012. Ainsi, le nombre de journées stagiaires s'est maintenu à un niveau élevé grâce au choix de nos clients pour des formations plus longues qu'en 2012 et un certain recentrage de leur part vers les formations plus traditionnelles.

De plus, les formations intra-entreprises ont connu une forte activité.

Les activités internationales et les études ont été caractérisées également par une activité très soutenue. Le chiffre d'affaires devrait donc être légèrement supérieur à 6 M€, en progression sur 2013 en raison d'une activité exceptionnelle d'ingénierie, de la bonne tenue de l'international et de l'activité de formation intra-entreprise.

Formations "Eau" Inter-Entreprises



Avec 2302 stagiaires, le CNFME stabilise à un haut niveau le nombre de stagiaires formés sur Catalogue.

291 sessions ont été réalisées sur les sites de Limoges et de La Souterraine (288), mais aussi à

Paris et en région parisienne, Nice, Saint-Brieuc, Toulouse, Tarbes où existent des plates-formes spécifiques.

Comme tous les ans, les formations aux réseaux d'eau potable et d'assainissement ont recueilli le plus de demandes.

On constate un intérêt soutenu pour l'épuration des eaux et un regain de demande de la part de l'industrie, probablement lié à une action commerciale dédiée à ce secteur.

La demande du marché pour des formations de plus en plus ciblées amène à une diminution graduelle de l'effectif moyen des stagiaires par stage, avec des conséquences en termes d'organisation et de fixation des prix.

Formations Intra-Entreprise

Avec 2528 stagiaires, qui ont participé à 295 sessions réalisées pour partie à Limoges et à La Souterraine (74), et pour partie sur site (221), on constate un accroissement sensible de l'activité intra-entreprise. Ces formations sont très pratiquées dans les DOM : Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion.

Les formations qualifiantes

Les professionnels du secteur de l'eau potable et de l'assainissement sont de plus en plus demandeurs de formations qualifiantes avec reconnaissance des compétences acquises lors de la formation pour des postes et des tâches précises à réaliser. Ainsi, le CNFME continue à étoffer son offre en la matière.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau (CNFME) est le premier organisme de formation habilité à dispenser des formations au Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés (CATEC®).

Approuvé par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (CNAMTS), le CATEC® est un dispositif de formation qualifiante géré par l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS). Il vise à prévenir les risques d'accidents, certes peu fréquents mais souvent dramatiques car mortels, auxquels sont confrontés les personnels réalisant des interventions dans les espaces confinés que sont certains ouvrages d'eau potable ou d'assainissement. Le CNFME s'est doté d'ouvrages visitables d'assainissement constituant un outil unique en France.

Dans la continuité du groupe de travail "formation préleveurs" associant l'ONEMA, AQUAREF et l'OIEau et constitué afin d'élaborer des référentiels de formations relatifs au métier de préleveur sur la base des guides et documents AQUAREF existants, 2 premiers référentiels de modules de formation ont été achevés par l'OIEau et sont en cours de vali-



ation définitive par le groupe "prélèvements" :

- "Prélèvements d'eau et de phytoplancton sur les cours d'eau dans le cadre du programme de surveillance des Masses d'Eau en France",
- "Prélèvements d'eau dans le cadre du programme de surveillance des Masses d'Eau en France : tronc commun".

Sur la base de ces référentiels, le CNFME a réalisé plusieurs sessions de formation en 2013.

Deux autres référentiels de formation sont en cours :

- "Prélèvements d'eau et de phytoplancton en plan d'eau dans le cadre du programme de surveillance des Masses d'Eau en France",
- "Prélèvement d'eau de rejet en vue de la recherche de micropolluants prioritaires et émergents".

Appui à la formation initiale

Comme tous les ans, le CNFME contribue à la formation initiale en Limousin dans le domaine de l'eau, en mettant ses plates-formes techniques à disposition et en assurant certains travaux dirigés pour le Lycée d'Ahun, la Faculté de Sciences et l'IUT de Limoges (127 étudiants formés).

Formations pour l'industrie



Le secteur de l'industrie est très demandeur de formations intra-entreprises, même pour des effectifs limités, afin de mieux prendre en compte les process spécifiques et de limiter au maximum les perturbations d'exploitation que représente l'envoi d'agents en formation. Le CNFME a poursuivi en 2013 son effort de positionnement sur ce marché.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Formations Déchets



Le **CNFME** confirme son développement dans le secteur des déchets.

A ce titre, le **CNFME** a réalisé de nombreuses sessions de formation interentreprises et intra-entreprises grâce à son réseau d'experts et ses res-

sources propres. Les thématiques sont variées : valorisation des biogaz et réglage des réseaux, méthanisation des déchets solides, gestion technique des unités de compostage, des installations de stockage de déchets et des déchetteries, gestion et optimisation de la collecte, gestion de la maintenance dans un service déchets, traitement des lixiviats, hygiène et sécurité, exploitation des Unités de Valorisation Énergétique (UVE).

Les professionnels du secteur déchets ont été particulièrement demandeurs de formations et d'information dans le domaine de la valorisation du biogaz.

A ce titre, une journée technique a été réalisée rassemblant près de 80 spécialistes dans ce domaine.

Dans le cadre de son implication à l'international dans le secteur des déchets, le groupe GIZ a confié à l'**OIEau**, en 2012 et 2013, la réalisation d'un plan de formation et des actions de coaching en Algérie.



Coaching et appui technique en présence du préfet, du maire et des représentants de la ville d'Annaba

En 2013, le **CNFME** a dépassé le seuil des 3000 professionnels formés depuis le lancement de son activité de formation "Déchets" et son 1^{er} catalogue dédié en 2006.

Les "Journées de l'OIEau"



300 participants en 2013 !

Les "**Journées de l'OIEau**" s'adressent à un public de responsables et d'experts qui ont peu de temps à consacrer à des formations.

Elles présentent en une journée l'état de l'art sur un sujet d'actualité. Sept journées sur les huit programmées ont pu s'ouvrir, avec des effectifs parfois importants même si cette activité atteint un palier.

Certains sujets techniques ont connu un beau succès comme :

- les interventions en espaces confinés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement : nouvelles exigences (CATEC®),
- le transfert des compétences Eau et Assainissement aux communautés d'agglomération et de communes,
- les effluents d'activités de soins : gestion, raccordement et traitement,
- la taxe pour la gestion des eaux pluviales.

Le support technique en France

Le support technique en France représente aujourd'hui 15 % du chiffre d'affaires du **CNFME**.

Comme tous les ans, les formateurs du **CNFME** sont sollicités par les clients de la formation, industriels ou collectivités, pour mener des diagnostics et optimiser leurs process de traitement. Il s'agit d'une activité qui contribue à faire reconnaître l'expertise des formateurs du **CNFME**.

Ils interviennent ainsi pour de grandes organisations comme le CEA, EDF, Mac Cain ou le groupe Soufflet, mais également pour des collectivités ou des PME, en particulier dans l'agro-alimentaire. Notons également des actions d'appui auprès d'organismes de traitement des déchets.

Comme en 2012, l'année 2013 a été marquée par la signature d'un important contrat pour la fourniture des équipements du nouveau laboratoire de d'EDF-Ceidre de Chinon. Il concerne la modernisation de 3 pilotes d'étude et d'essais destinés à simuler le fonctionnement des circuits de refroidissement des centrales nucléaires. Le **CNFME**, qui avait l'expérience de la conception de ses propres pilotes de traitement à des fins pédagogiques, a été amené à développer divers savoir-faire de traitement d'eau et d'air, de mesures en continu et d'automatismes et à faire construire des équipements de grandes dimensions qui seront installés au premier trimestre 2014 chez le commanditaire.



Vue générale des tours aéro-réfrigérantes en construction dans les ateliers de l'OIEau de La Souterraine

La collaboration entre le **CNFME** et la Ville de Nouméa s'est confirmée par la signature d'un contrat cadre d'une durée de 3 ans relatif à des missions d'assistance technique dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'ARS Alsace, le **CNFME** mène une étude approfondie sur l'agressivité de l'eau afin de mieux caractériser l'incidence de ces eaux dans cette région :

- d'une part sur la santé, compte tenu de la spécificité locale supposant l'absence historique de branchements ou de conduites en plomb,
- d'autre part, sur les installations telles que les conduites et les équipements connexes.

L'objectif est de proposer aux Préfets des deux départements alsaciens ainsi qu'à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse une stratégie de traitement des eaux agressives en fonction de priorités fondées sur des facteurs sanitaires, techniques et économiques, qu'il conviendra de définir.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

International

Les actions réalisées à l'international représentent aujourd'hui 15 % du chiffre d'affaires du **CNFME**.

Il s'agit parfois de formations en France de personnels d'organismes étrangers, comme par exemple en vue de la mise en service d'usines de traitement en Algérie, de formation de formateurs et de cadres de Rand Water (Afrique du Sud), de l'Office National de l'Assainissement (ONA - Algérie), de personnels du Service Eau et habitat du Comité International de la Croix Rouge (CICR) ... Mais l'essentiel de cette activité est réalisé à l'étranger lors de missions d'études et de formations au Burkina Faso, Kosovo, Canada, Salvador, Sénégal, Burkina Faso, Maroc, en Albanie, Haïti, Guinée, Algérie, Tunisie, Afrique, République Démocratique du Congo, Malaisie, Afrique du Sud, Palestine, Oman, Suisse, Belgique ...

Vue de la plate-forme pédagogique "Réseau d'assainissement" de l'IEA à l'ONEE (Maroc)



L'ingénierie de formation représente une part notable des actions internationales.

Ainsi, le **CNFME** contribue à concevoir des plates-formes et des manuels dédiés à l'assainissement pour l'Institut de l'Eau et de l'Assainissement de l'ONEE au Maroc. Au Maroc toujours, il travaille à un projet de mise à niveau du centre de formation de Lydec, à Casablanca.

Il assure la formation des formateurs et définit les spécifications techniques des futures plates-formes du Centre de Formation aux



Métiers de l'Assainissement (CFMA) de l'Office National de l'Assainissement (ONA) en Algérie.

Plusieurs actions ont été également réalisées avec Rand Water dans l'optique de la création d'un Centre de formation professionnelle en Afrique du Sud.

Dans le cadre d'un jumelage institutionnel, il mène un audit stratégique du CITET à Tunis.

Le **CNFME** est également chargé de l'animation du portail eau du site web de la Francophonie. Une nouvelle étape va maintenant être franchie dans les mois à venir puisque le **CNFME** propose de faire évoluer ce portail "Eau" vers une véritable plate-forme pédagogique :

www.mediaterre.org/eau



Dans le domaine des déchets, il a réalisé un travail d'accompagnement et de formation des cadres des collectivités algériennes et du Ministère de l'Environnement.

L'**Office International de l'Eau** a été sollicité en Haïti pour, en parallèle d'une aide directe à la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement), apporter un soutien à Lyonnaise des Eaux-Haïti pour la formation de personnels d'exploitation et de bureaux d'études.



Dans le cadre du contrat d'assistance technique ONAS IV, en Tunisie, dont le bureau d'étude IGIP est titulaire, le **CNFME** a conçu et réalise 2 cursus de formation pour des personnels de l'Office National de l'Assainissement (ONAS). Ces cursus de formation portent sur les métiers "Responsable de station d'épuration" et "Technicien de maintenance électrique". Ces 2 cursus ont permis de réaliser 20 sessions de formation en Tunisie en définissant des contenus de formation très adaptés aux missions assurées.

Le **CNFME**, en partenariat avec le bureau d'étude marocain ADI, a engagé en 2013 l'élaboration des référentiels de conception et de dimensionnement des ouvrages d'assainissement liquide. Ces manuels auront pour vocation de servir de référence à l'ONEE (Maroc) pour ses projets de réseaux d'assainissement, d'hydrologie urbaine, de stations de pompage et de stations d'épuration par boues activées, lagunages et lits bactériens.

Le **CNFME** a poursuivi ses actions en République Démocratique du Congo (RDC) par l'élaboration d'un plan de formation quinquennal prenant en compte les besoins de renforcement de capacités du personnel de structures telles que la REGIDESO, la Direction d'Assainissement (DAS), le Service National d'Hydraulique Rurale (SNHR) et le Comité National d'Action de l'Eau et d'Assainissement (CNAEA). Par ailleurs, dans le cadre du Projet d'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain, la Cellule d'Exécution des Projets - Eau de la REGIDESO avec le soutien financier de la Banque Mondiale, a confié à l'**OIEau** le soin d'élaborer et d'animer un séminaire de formation dédié à la planification des projets dans le domaine de l'eau potable. De plus, le **CNFME** initie en fin 2013 le projet d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition d'équipements pour les centres de formation de la REGIDESO de Kinshasa et Lubumbashi.

La coopération suisse, présente sur le territoire de la province de Kasserine en Tunisie, a sollicité l'**OIEau** pour réaliser une formation à l'outil de modélisation de réseau "EPANET".

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau - CNFME

Moyens et investissements

Après la construction des nouveaux locaux de La Souterraine inaugurés en 2011, une pause a été faite en matière d'investissement.

En 2013, un espace pédagogique dédié à l'installation d'une plate-forme d'électricité et automatismes a été aménagé sur le site de La Souterraine (investissement de 60 k€). De nombreux autres équipements ont été modernisés complétés pour un montant d'investissement total de 70 k€.

Les démarches ont été entreprises en vue d'acquérir une parcelle de 2600 m² en continuité du terrain du CNFME à La Souterraine. Cette acquisition foncière constituera une réserve pour y construire de futures plates-formes.

Un projet d'extension sur Limoges, correspondant essentiellement à la construction de salles de cours, en synergie avec l'extension du CNIDE, est en cours de définition en cette fin 2013 pour une réalisation programmée en 2014-2015.

Promotion de l'offre de formation

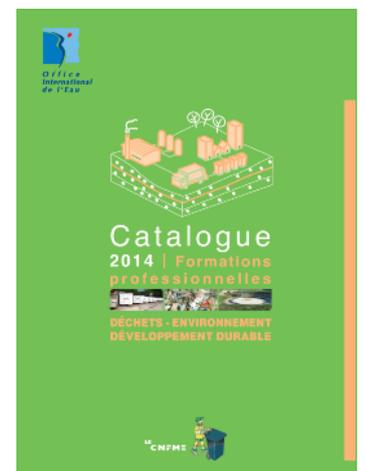
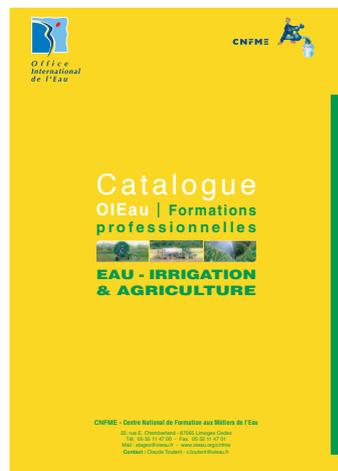
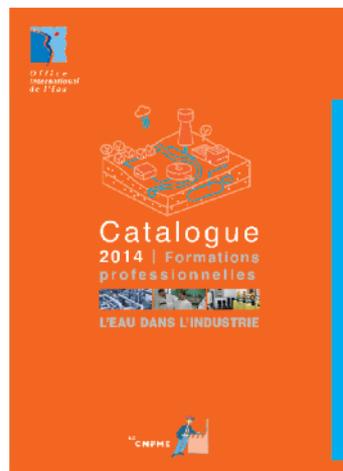
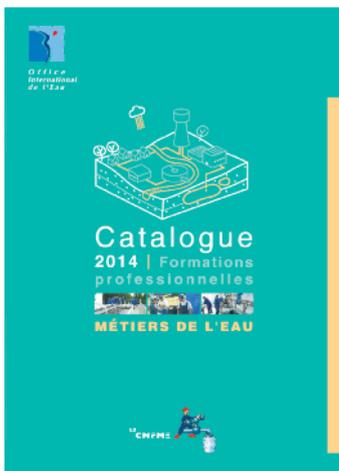
Les catalogues de formation pour l'année 2014 ont été diffusés début septembre. Il s'agit du catalogue "Eau", qui s'enrichit de nouveaux stages, mais aussi du catalogue "Eau dans l'Industrie", du catalogue "Eau, Irrigation et Agriculture" et du catalogue "Déchets, Environnement et Développement Durable".

Le CNFME a multiplié ses démarches commerciales auprès des DRH par une participation à des salons spécialisés en 2013 :

- Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes, en janvier,
- SIVAL à Angers, en janvier,
- Les eaux pluviales à Douai, en mars,
- Préventica à Lille, en mai,
- ANTS à Bourges, en mai,
- Aquaterritorial à Mulhouse, en septembre,
- Assises nationales de l'ANC à Amiens, en octobre,
- CNATP à Talmont-Saint-Hilaire, en novembre.

Enfin, pour l'activité de formation, les accords de partenariat avec Véolia et GDF Suez ont été reconduits.

Un partenariat rapproché s'est confirmé en 2013 avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne sur les thématiques de bonnes pratiques de l'alimentation en eau potable, des prélèvements en cours d'eau, du traitement des eaux usées en Palestine.



Depuis juin 2013, avec le départ de M. Dominique Preux, Directeur depuis 2001, qui a fait valoir ses droits à la retraite, un Comité de Direction assure la coordination du CNIDE. Il est constitué de 3 Directeurs-Adjoints : Mme Stéphanie LARONDE, M. Marc-Yvan LAROYE et M. Dimitri MEUNIER.

Le CNIDE a vu son activité augmenter très sensiblement par rapport à 2012, à 4,6 M€ de chiffre d'affaires. Une partie de son activité statutaire bénéficie du soutien de l'ONEMA, dans le cadre de la nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2013-2015.

La normalisation des échanges de données

Le CNIDE aide les acteurs de l'eau à optimiser les coûts de traitement, de stockage et de diffusion des données sur l'eau au niveau local, national et européen.

Observatoire de l'Eau en Bretagne



Le CNIDE participe au développement du système régional des indicateurs d'évaluation des dispositifs de collecte des eaux superficielles et continentales, des eaux souterraines et des eaux côtières. Ce système s'appuie sur les données diffusées par le Système d'Information sur l'Eau (SIE) pour les traiter et les valoriser sous forme d'indicateurs.

www.observatoire-eau-bretagne.fr

Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau - SANDRE



Avec le soutien financier de l'ONEMA, le CNIDE assure le Secrétariat Technique Permanent du SANDRE.

Selon le Schéma National des Données sur l'Eau (SNDE), approuvé par l'arrêté du 26 juillet 2010, le SANDRE établit, tient à jour et diffuse les référentiels nationaux liés à l'eau.

En 2013, le site SANDRE enregistre plus de 700.000 visites. 40.000 conformités positives de fichiers échangés ont été délivrées depuis début 2013 contre 13.000 en 2012. Le nombre de spécifications SANDRE a encore augmenté comparé à 2012 ; plus de 14 spécifications ont été publiées sur le site SANDRE. En 2013, elles portent notamment sur les programmes de mesure, la quantité et de la qualité des eaux souterraines, le référentiel d'ap-

pellation taxonomique, l'information sur la continuité écologique, la nature et le paysage... L'ensemble couvre désormais les 5 domaines de l'eau toutes catégories d'eau confondues.

Le site SANDRE enregistre une forte progression de certains jeux de données. Pour les êtres vivants dans l'eau, 24.000 éléments ont été codés en 2013 contre 7.000 il y a 4 ans. La certification ISO 9001 des activités principales du SANDRE a été renouvelée. L'implication entière des acteurs de l'eau, dont particulièrement les partenaires cités dans le SNDE, garantit aussi le bon fonctionnement du dispositif. Citons à titre d'exemple, l'utilisation significative du scénario d'échange SANDRE EDILABO par l'essentiel des commanditaires et des prestataires impliqués dans la programmation des analyses de physicochimie et de leur réalisation. C'est notamment pour cette raison que la feuille Excel de saisie EDILABO a été publiée sur le site SANDRE ; les laboratoires peuvent transmettre leurs résultats d'analyses sans demande préalable.

www.sandre.eaufrance.fr

Système d'Evaluation de l'Etat des Eaux (SEEE)

Le CNIDE collabore à l'intégration et à la validation des données introduites dans le SEEE. Ce travail contribue fortement à l'amélioration de la qualité des données.

INSPIRE / WISE

La Directive européenne 2007/2/CE du 14 mars 2007, dite Directive INSPIRE, vise à établir une infrastructure de données spatiales dans l'Union Européenne.

Le CNIDE a contribué à la rédaction des spécifications techniques permettant la diffusion et le partage de données de suivi environnementale. Il assure l'adaptation des modèles SANDRE à la directive. Le CNIDE appuie la Commission Européenne pour la mise en place du Système d'Information Européen sur l'Eau (WISE). Par ailleurs, le CNIDE contribue à la validation des futurs standards d'échange de données environnementales définis par l'Open Geospatial Consortium (OGC).



La gestion et valorisation des données

Le CNIDE collabore aux banques nationales du Système National d'Information sur l'Eau (SIE) et aux rapportages européens, dans les domaines :

- des données sur la qualité des cours d'eau et des plans d'eau,
- du rapportage de la Directive Nitrates,
- des données "pressions", ...

Cet appui consiste à collecter les données, les gérer, les analyser ou les interpréter, et à aider les utilisateurs en les formant aux outils (banque Naiades).

Le CNIDE a participé à la mise en place du site www.data.eaufrance.fr, fruit de la coopération entre l'ONEMA, le BRGM et l'OIEau. Ce site offre un accès libre aux données sur l'eau, les milieux aquatiques et leurs usages, publiées sur les sites de la toile Eaufrance. Le CNIDE assure aussi la mise à disposition des données relatives aux zones conchylicoles en lien avec le Ministère chargé de la Pêche.



Système documentaire français et accès aux documents techniques et scientifiques sur l'eau

Le **CNIDE** anime un réseau des centres documentaires qui regroupe l'ONEMA, les Agences de l'Eau et les établissements publics de recherche (Irstea, Brgm, Ifremer, Ineris et Inra), les Offices de l'Eau de la Martinique et de la Réunion, les pôles relais zones humides : au total 19 Organismes. Il assure le lien avec les organismes professionnels de la documentation et de l'information : ADBS et GFII. Il a organisé le séminaire professionnel, en octobre, des documentalistes des organismes partenaires à Orléans.

Ce réseau contribue au portail documentaire "les documents sur l'eau" ouvert en 2009, qui donne accès aux documents produits en France, en s'appuyant sur la technologie des archives ouvertes. Ce portail alimente à son tour le portail "environnement" qui résulte du Grenelle de l'Environnement. En 2013, le **CNIDE** a mis en place un service de traitement bibliométrique interactif, permettant aux utilisateurs d'obtenir des indicateurs statistiques sur les notices documentaires du portail (ex. : nombre de publications par contributeur et par année), dans un premier temps en accès réservé aux contributeurs. L'interface de recherche a également été améliorée par la mise en place de systèmes d'aide à la recherche basés sur le Thésaurus Eau©.



EAUDOC

L'**OIEau** a poursuivi l'alimentation de sa base **EAUDOC**, principalement avec des documents internationaux portant sur la gestion intégrée de la ressource et la gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement.

www.oieau.org/documentation

La diffusion d'information

Le **CNIDE** diffuse à des communautés d'utilisateurs des informations sélectionnées sur des thèmes ciblés.

- **Eau dans la Ville** s'adresse aux responsables de services publics d'eau et d'assainissement. Il comporte un site internet, intégrant un guide des services, des avis d'experts et un dispositif de réponses aux questions des abonnés, ainsi qu'une lettre électronique.

www.eaudanslaville.fr

- L'**OIEau** anime le réseau des responsables des SDAGE, des SAGE, des contrats de baie, de nappe et de rivière. En 2013, pour favoriser la participation des acteurs impliqués dans les SAGE et les contrats de milieux (animateurs/animateuses, chargé(e) de mission, membres de Commission Locale de l'Eau, membres de syndicat, d'Etablissements Publics Territoriaux de Bassins, etc.), le **CNIDE** a réalisé des interviews centrées sur les activités et les missions des professionnels œuvrant pour la gestion de l'eau. Ces témoignages sont publiés régulièrement dans une lettre d'information.

www.gesteau.eaufrance.fr

- Le **CNIDE** recense les unités de recherche privées et publiques, les organismes, les projets, programmes et structures collectives de recherche en France dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques. En 2013, le **CNIDE** a actualisé la synthèse du panorama des acteurs de la recherche et développement dans le domaine particulier de l'eau et des milieux aquatiques en France (nombre d'emplois dans la R&D, nombre d'unités de recherche, d'organismes...).

- **La lettre électronique "AQUAVEILLE"**

est une veille hebdomadaire sur l'actualité de l'eau, diffusée sur abonnement. Une version spécifique, la Lettre hebdomadaire de veille Eau et Milieux AQuatiques (LEMAQ), est réalisée, en collaboration avec l'Irstea, avec un accent mis sur l'actualité française des milieux aquatiques.

"EaudanslaVille" comme "AQUAVEILLE" ont connu une hausse modérée des abonnements en 2013.

Synthèses et travaux documentaires



En parallèle, le **CNIDE** a organisé avec AgroParis-Tech, la production de synthèses sur des sujets d'actualité de l'eau et le **CNIDE** a rédigé des documents pédagogiques et des états de l'art, en partenariat avec

l'ONEMA et le Ministère chargé de l'Environnement, sur les programmes de surveillance des milieux aquatiques et des eaux souterraines ; les perturbateurs endocriniens dans les milieux aquatiques ; la présence de substances médicamenteuses dans les milieux aquatiques.

Le **CNIDE** a également rédigé plusieurs articles pour l'ouvrage sur les pollutions diffuses de la collection "Comprendre pour agir".

Par ailleurs, le **CNIDE** a réalisé une étude sur les diagnostics territoriaux socio-économiques et a présenté les résultats au cours de plusieurs événements dont le séminaire Poll-Diff'Eau 2013.

En 2013, le **CNIDE** a réalisé une cartographie européenne des acteurs principaux de la recherche dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques sur 12 pays de l'Union Européenne.

Appui à l'organisation des programmes de recherche et du transfert des résultats

Le **CNIDE** participe au groupe européen dédié à l'Interface entre la Science et la Politique (SPI), coordonné par la DG Environnement et l'ONEMA, pour confronter l'état de l'art de la recherche et les besoins de la société.

Il collabore également au projet "WATEUR", lié au "Water Challenges for a Changing World" (Water JPI - (Joined Program Initiative)).

Il capitalise également au niveau européen de nouvelles compétences en terme de transfert de l'innovation et a été engagé en 2013 sur plusieurs projets liés aux interfaces entre sciences, politiques, usagers et marchés :

- **IWRM-Net SCP** (Scientific Coordination Project) assure la continuité et la lisibilité des projets financés précédemment dans le cadre d'IWRM-Net .



- les projets **Water RtoM** (Life+) et **WaterDiss** (7^{ème} PCRD) qui ont permis d'expérimenter des méthodes de transfert des résultats de la recherche et d'en formaliser les bonnes pratiques :



Le projet **Water RtoM**, financé par LIFE+ (2010-2013), propose un service, une stratégie et des outils

permettant d'évaluer les résultats de la recherche appliquée et d'accélérer le transfert vers les utilisateurs finaux. La stratégie de Water RtoM a été un succès pour 12 résultats de recherche qui ont mobilisé l'intérêt des professionnels.



Les partenaires du projet **WaterDiss2.0** ont également travaillé avec un grand

nombre de bénéficiaires de financement européens et ont testé de nouvelles stratégies de transfert visant principalement les projets de gestion de la ressource en eau. La conférence finale du 2 et 3 décembre 2013 a présenté l'ensemble des travaux menés et des résultats obtenus.

- **WaterPiPP** : suite à l'appel "site innovation" de la Commission Européenne, le **CNIDE** assure la coordination du projet "WaterPiPP" qui débutera en janvier 2014 et portera sur les procédures de marchés publics liées à l'innovation dans le cadre de l'eau.



La **Communauté Européenne de l'Eau (EWC)** animée par le **CNIDE** est le forum commun de plusieurs de ces projets et continue d'étendre ses membres au-delà du monde des chercheurs.

Pilotage de projet et expertise thématique pour l'application des Directives européennes et les rapportages

La Direction Générale Environnement (DGENV) de la Commission Européenne appuie les Etats-Membres en favorisant la structuration et le partage des connaissances dans le cadre des Programmes de Mesures de la DCE.

Elle a passé un contrat de service à l'**OIEau**, associé à 10 partenaires, pour assurer le suivi des "mesures naturelles de rétention d'eau" ou "**Natural Water Retention Measures (NWRM)**".



Le **CNIDE**, conjointement avec l'Agence autrichienne de l'Environnement (UBA), a été choisi pour assister durant 13 mois, la DGENV de la Commission Européenne dans le travail de modernisation du système d'information, en commençant par la thématique liée à la Directive ERU. Le concept de SIIF (Structured Implementation and Information Framework - Cadre structuré de mise en œuvre et d'information) est choisi et la note de concept réalisée permettra la définition et la planification des actions nécessaires pour sa mise en œuvre.



Le **CNIDE** participe au Centre Thématique "Eau" de l'Agence Européenne de l'Environnement au sein d'un consortium de 18 partenaires conduit par UFZ pour 4 années. En ce qui concerne les eaux continentales, le **CNIDE** en tant que « key expert » assure le pilotage des travaux sur les émissions polluantes, et devient expert référent pour le monitoring, l'application de la Directive INSPIRE et le déploiement des SIIFs (Structured Implementation and Information Framework).

Ma Cons'eau

Grâce à un système de géolocalisation, cette application gratuite créée par le CNIDE, permet depuis les téléphones intelligents (smartphones) :

- d'évaluer la consommation d'eau d'un foyer, en fonction de sa composition et de ses équipements,
- d'estimer le coût de la facture d'eau grâce aux informations issues de l'Observatoire National des Services d'Eau et d'Assainissement.

Cette application est disponible gratuitement pour les téléphones iOS depuis la plate-forme App Store :

www.apple.com/fr/iphone-5s/app-store



Assistance aux collectivités et opérateurs



Le **CNIDE** a apporté un appui technique à la DREAL et à l'Office de l'Eau de la Martinique pour la consultation du public et des partenaires institutionnels dans le cadre de la révision du SDAGE.

Le Comité de Bassin de la Martinique, soucieux de recueillir l'avis de la population, a développé une stratégie de consultation innovante en mixant les outils classiques, tels que site internet et questionnaires, à la mobilisation "d'ambassadeurs bleus" et la réalisation de réunions publiques et d'un séminaire des acteurs de l'eau.

L'OIEau a assisté le Comité de Bassin pour élaborer le questionnaire, organiser et animer les rencontres avec la population et les acteurs. Il a analysé le déroulement de la consultation pour en tirer les enseignements et donner des pistes d'amélioration future.

Le CNIDE assiste également des collectivités locales et des entreprises dans leur rôle de maître d'ouvrage pour la définition, la consultation et l'encadrement des prestataires d'études techniques ou de maîtrise d'œuvre. Par exemples :

- Pour le SYMIVA (Syndicat Mixte de Vassivière), le **CNIDE** synthétisera les études techniques réalisées sur l'assainissement des communes périphériques du Lac de Vassivière afin de définir un plan d'action stratégique pluriannuel de la gestion des collectes et des traitements dans le cadre de la protection optimale de la masse d'eau et la sécurisation des activités touristiques associées au lac ;
- Pour "Phareview", société privée haïtienne d'embouteillage d'eau de source de très bonne qualité, le **CNIDE** assume la recherche des prestataires et leur encadrement pour la réalisation d'une étude d'impact et d'une étude éco-systémique des captages et de la future usine d'embouteillage ;

- Pour la Commune de la Porcherie, le **CNIDE** assure l'intégralité d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage en accompagnant cette collectivité rurale pour le suivi des bureaux d'études réalisant le diagnostic et le schéma directeur de ses installations de production, d'adduction et de distribution d'eau potable.

Le CNIDE effectue également les études stratégiques pour l'orientation des choix d'actions opérationnelles ou l'optimisation des services d'eau et d'assainissement lors de regroupements de compétences (Communauté d'Agglomération de Perpignan, Pays de Landernau).

L'analyse des bilans, les confrontations des besoins et des moyens, l'évaluation des impacts techniques et financiers, y compris sur les prix de l'eau, font partie des assistances développées au sein du **CNIDE** et utiles lors de l'extension de périmètre d'intercommunalité.



Enfin dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs de l'ONEMA le **CNIDE** poursuit l'approfondissement des connaissances sur l'Assainissement Non Collectif par une approche de jugement environnemental des dispositifs et par la mise en évidence des sources de données mobilisables pour une meilleure qualification des services SPANC.

Il mène également une approche prospective pour mieux intégrer les indicateurs de services "Eau" dans les processus décisionnels et stratégiques des opérateurs. En effet, à la suite de la publication du rapport du maire sur les services, il est constaté que les indicateurs sont insuffisamment utilisés au niveau décisionnel, managérial et opérationnel par les services d'EPA. Pour donner un sens nouveau et complémentaire à la simple "obligation réglementaire de reporting", il est nécessaire de réaliser un ensemble pédagogique et cohérent de guides et de recommandations sur l'utilisation des indicateurs dans le cadre de la gestion opérationnelle.



Référentiel Technique National du secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Haïti



Le 22 octobre 2013, le **CNIDE** a remis à la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement d'Haïti (DINEPA), en présence des plus hautes autorités nationales, le Référentiel Technique National de l'eau potable et de l'assainissement d'Haïti, issu de deux années de travail financées par l'UNICEF.

Ce référentiel a une vocation réglementaire et de régulation et regroupe plus de 110 documents pour environ 3.000 pages, détaillant un ensemble de prescriptions, de guides et de modèles techniques. Il s'applique aux réalisations futures, supporte le renforcement des capacités sectorielles et permet l'harmonisation des infrastructures jusqu'alors très hétérogènes et peu pérennes.

Tous les documents sont créés de façon à être adaptés totalement aux capacités actuelles et prévisionnelles d'Haïti et ont impliqué la mobilisation de très nombreux acteurs sectoriels dans un processus collaboratif innovant et efficace.

Ce Référentiel National, salué par l'ensemble des institutions nationales et des acteurs, fera l'objet d'une large diffusion et d'un suivi en 2014.

Le **CNIDE** poursuit également ses actions et consultations en Haïti pour promouvoir la nécessité d'organiser la formation sectorielle afin d'assurer la diffusion et l'application des bonnes pratiques techniques portées par le Référentiel.

L'activité internationale de la DCI a été particulièrement intense en 2013 avec la poursuite des projets engagés l'année précédente et la mise en place de nouvelles actions.

Les projets de jumelage institutionnels financés par l'UE y ont pris une part importante : au total 8 jumelages, dont 3 jumelages en leader pour la Turquie et la Croatie portant sur l'application des directives européennes (DCE, inondations et Eaux de baignades).

Les projets de coopération institutionnelle soutenus par les Agences de l'Eau se sont développés en Afrique, Asie du Sud-Est, Chine, et Amérique Latine.

Les activités se sont poursuivies en Afrique, que ce soit en appui aux grands bassins transfrontières avec l'AFD et la Facilité Eau de l'UE, ou des actions de formation pour les services d'eau et d'assainissement.

Le projet de renforcement des capacités d'administration des données sur l'eau en Asie Centrale soutenu par le FFEM s'est terminé avec des perspectives intéressantes dans cette région, aussi bien sur le développement des Systèmes d'Information sur l'Eau que sur la mise en place d'une gestion de bassin.

L'activité régionale a repris en Méditerranée, avec des projets portant sur les SIE, la gestion des déchets, le lancement du Réseau des Centres de Formation, qui ont reçu le soutien de la métropole Nice Côte d'Azur, du Conseil Régional IdF et de l'Europe.

En tant que Secrétariat Technique Permanent du RIOB, l'OIEau a organisé l'AG Mondiale du Réseau au Brésil en août, ainsi que la Conférence annuelle de l'Euro-RIOB en Bulgarie au mois de novembre.

Certaines de ces activités statutaires sont soutenues par l'ONEMA dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2013-2015.

L'Unité Technique du SEMIDE

Création de Systèmes d'information partagée sur l'Eau en Méditerranée

Suite à la demande, formulée lors de la Conférence Ministérielle sur l'Eau pour la Méditerranée fin 2008 en Jordanie, de disposer de données, statistiques et indicateurs comparables et organisés à l'échelle nationale, le SEMIDE et les pays méditerranéens ont travaillé conjointement à la définition d'un projet ambitieux de renforcement des Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau en Méditerranée.

En concertation avec le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM), le Plan d'Action pour la Méditerranée, l'Agence Européenne pour l'Environnement et la Ligue Arabe, la description du projet a été finalisée et présentée au Secrétariat en vue d'une labellisation par les 43 Pays-Membres de l'UpM. Ce projet comporte :

- **Un volet régional**, visant à fournir des guides, des outils, du renforcement de capacités, l'échange d'expériences et la démonstration de flux de données pour des actions de rapportage international, notamment pour la Stratégie de Développement Durable en Méditerranée, la dépollution de la Méditerranée (Medpol), et la stratégie de l'Eau des pays arabes. Ce volet est ouvert à l'ensemble des pays de l'Union pour la Méditerranée et est basé sur les standards Européens (SEIS, WISE, INSPIRE), les standards des Nations Unies (comptabilité économique et environnementale de l'eau) et internationaux ;
- **Un volet national**, qui représente près de 85 % du budget pour le renforcement des Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau (SNIE) dans les quatre premiers pays pilotes (Maroc, Tunisie, Jordanie et Liban).

L'intérêt suscité par le projet a conduit les partenaires à lancer des premières actions avant même la labellisation par l'UpM. Ainsi les phases préliminaires de définition des SNIE ont démarré au Maroc et en Jordanie, et une première mise en œuvre est en cours en Tunisie.

Sur le plan régional une analyse des indicateurs nécessaires à la gestion intégrée des ressources en eau a été conduite en partenariat avec le Plan Bleu et le soutien de l'ONEMA.

Au cours de la préparation du dossier, une intégration avec le projet de Livre Blanc sur l'eau en Méditerranée, initié par l'Institut Méditerranéen de l'Eau, s'est mise en place. La demande officielle de labellisation a été présentée conjointement par l'OIEau et l'IME, en partenariat avec le SEMIDE et les institutions parties prenantes au projet dans le cadre d'un processus plus large de plate-forme méditerranéenne de connaissances sur l'eau.

Réseau de connaissances sur la gestion des ressources en eau en Méditerranée

Malgré les nombreux projets de démonstration mis en œuvre dans les pays du Sud de la Méditerranée, la gestion de l'eau reste bien souvent sectorielle.

Afin de mieux partager les expériences et d'accompagner les acteurs locaux, l'Union Internationale de Conservation de la Nature (IUCN) en association avec le SEMIDE, le CEDARE et des ONG nationales au Maroc, en Egypte, Jordanie et Palestine, ont lancé le projet R-KNOW "réseau régional de connaissances sur l'eau" avec un cofinancement de la Commission Européenne dans le cadre de la Politique de voisinage de l'UE.

Quatre thèmes ont été sélectionnés pour structurer les travaux en sous-réseaux thématiques pour les 3 ans du projet : gouvernance, nexus énergie-alimentation-eau, technologies durables, eau et changement climatique.

www.semide.net



Séminaire Indicateur Plan Bleu / SEMIDE au secrétariat de l'UpM - Barcelone - septembre 2013



Le Réseau International des Organismes de Bassin - RIOB



L'AG mondiale du RIOB - Fortaleza
© OIEau - C.Runel

La 9^{ème} Assemblée Générale du Réseau International des Organismes de Bassin, dont l'OIEau assure le Secrétariat Technique Permanent, s'est tenue à Fortaleza au Brésil du 13 au 15 août 2013, à l'invitation de l'Agence Nationale de l'Eau (ANA) et du Réseau Brésilien des Organismes de Bassin (REBOB). Les 319 Délégués, venus de 49 Pays ont pu en particulier échanger autour de cinq tables rondes thématiques :

- la gestion des ressources en eau doit être un des Objectifs du Développement Durable post 2015 ;
- l'adaptation aux effets du changement climatique et la prévention des phénomènes extrêmes d'inondations et de sécheresses ;
- les cadres institutionnels d'intervention des Organismes de Bassin ; la participation des pouvoirs locaux, des usagers de l'eau et du public, rôle des Comités de Bassin ;
- la gestion des fleuves, des lacs et des aquifères transfrontaliers ;
- le financement de la gestion de l'eau et des organismes de bassin.



Le concept du "Passport Bleu de citoyen de bassin", élaboré avec le Secrétariat International de l'Eau (SIE), a par ailleurs été lancé à Fortaleza. La Déclaration de Fortaleza et les Résolutions finales sont disponibles en ligne.

Le RIOB a également organisé la 11^{ème} Conférence du groupe EURO- RIOB sur l'application actuelle et future de la Directive-Cadre européenne sur l'Eau, qui s'est tenue à Plovdiv en Bulgarie les 13, 14 et 15 novembre 2013 à l'invitation du gouvernement bulgare.

Un atelier technique sur le monitoring s'est tenu à cette occasion avec l'appui de l'ONEMA.

Le RIOB a participé aux réunions du SCG (Groupe de Coordination Stratégique) de la DCE.

Il a également proposé à la Commission Européenne de lui faire remonter les expériences concrètes des bassins sur le terrain dans le cadre d'un véritable Réseau des Autorités de Districts Européens. Des contacts ont été pris en ce sens avec les Autorités irlandaises à Dublin en décembre 2013.

Le RIOB a notamment participé :

- à la Conférence Euro-Asie "3rd International Congress of Environment" du 26 au 28 septembre à Xi'an (China) ;
- au Sommet Mondial de l'Eau du 9 au 11 octobre à Budapest (Hongrie) ;
- à la 2^{ème} réunion des Initiatives sur la Gouvernance de l'Eau de l'OCDE, du 7 au 8 novembre 2013 à Paris ;
- à la clôture de l'année internationale de la coopération (UN-Water) les 5 et 6 décembre à Mexico
- au Séminaire sur la coopération transfrontalière organisé par le Conseil Mondial de l'Eau le 11 décembre 2013 à Strasbourg.

Le RIOB anime avec l'UNECE (CEE-ONU) la Plate-forme sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers. Le RIOB a ainsi participé à trois réunions de ce groupe en février, juin et décembre à Genève.

Le RIOB a signé avec International River-Foundation, International Commission for the Protection of the Danube, The Global Environment Facility, International Waters-Learning Exchange and Research Network (IWL-LEARN), The Nature Conservancy et The Great Rivers Partnership un Memorandum of Understanding relatif à la GIRE par bassin.



Le "Manuel de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans les Bassins des Fleuves, des Lacs et des Aquifères Transfrontaliers" élaboré par le RIOB, le Partenariat Mondial de

l'Eau (GWP) et leurs partenaires (ainsi que le premier manuel sur la GIRE) continue à être largement diffusé et a été traduit en espagnol, en arabe et en chinois.



L'AG mondiale du RIOB - Fortaleza
© OIEau - C.Runel



Le "Pacte mondial pour une meilleure gestion des bassins" initié par le RIOB en mars 2012, a été signé à ce jour par 128 Organismes.

Le RIOB met en œuvre le projet de Développement des capacités de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV)

pour la mise en œuvre des actions prioritaires de son Plan Stratégique 2010 - 2014, sur financement de l'Union Européenne.

La "Lettre du Réseau" est publiée en trois langues : 12 000 exemplaires en Français, 11.000 exemplaires en Anglais, 3.200 exemplaires en Espagnol et une version électronique Russe accessible sur le site du RIOB :

www.riob.org



JUMELAGES EUROPÉENS

CROATIE

Le 28^{ème} Etat-Membre tire parti du programme européen des jumelages institutionnels avec 2 projets appuyés par l'OIEau !

- Directive-Cadre sur l'Eau et pollution par les substances dangereuses rejetées dans les milieux aquatiques



La France et l'Autriche ont mis en œuvre ce jumelage européen en 2012 et 2013 et ont appuyé avec succès les partenaires croates dans :

- l'inventaire des substances utilisées et rejetées et de leur présence dans les eaux de surface, dans les nappes souterraines et dans les eaux marines,
- l'adaptation du réseau de surveillance à la problématique des substances dangereuses,
- la mise en œuvre de nouveaux équipements d'analyse performants, et notamment une enveloppe de 400.000 € d'investissement mise à disposition par l'UE à travers le projet,
- le renforcement des outils et procédures d'assurance qualité, afin de garantir la fiabilité et la représentativité des résultats. Le laboratoire national bénéficiant du renforcement de capacité a reçu son accréditation durant le projet !
- l'amélioration de la gouvernance et exploitation des données et échanges entre les différents partenaires.



Au total, une quarantaine d'experts français et autrichiens sont intervenus : le Ministère français de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE), l'OIEau, l'Institut National de l'Environnement et des Risques Industriels (INERIS), le Laboratoire National de l'Environnement (LNE), le Bureau de Recherche Géologiques et Minières (BRGM), les Agences de l'Eau françaises, ainsi que l'Agence autrichienne de l'Environnement (UBA) et le Ministère autrichien de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Forêt et de l'Eau.

Les institutions croates partenaires et bénéficiaires de ce projet ont été principalement le Ministère de l'Agriculture et la société des Eaux Croates.

La cérémonie de clôture a eu lieu dans la prestigieuse salle de la Chambre Croate d'Economie le 5 juillet 2013, illustrant ainsi le partenariat noué avec les parties intéressées dans l'effort nécessaire à la réduction des rejets de substances dangereuses.

➤ La Directive inondation

Depuis février 2013 et pour une durée de 15 mois, l'Autriche, la France et les Pays-Bas mettent en œuvre en Croatie le jumelage européen sur la Directive Inondation, plus particulièrement centré sur la cartographie du risque inondation sur 2 territoires prioritaires pilotes : la Kupa dans le bassin versant de la Mer Noire et le delta de la Neretva, fleuve de l'Adriatique avec des caractéristiques d'inondation spécifiques.

L'OIEau a la charge de la mise en œuvre du programme de formation, qui appuie la préparation du Plans de Gestion des Risques Inondation (PGRI) avec son programme de mesures et l'analyse économique associée.

Côté français, l'OIEau intervient pour le compte du Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie, avec l'appui du Centre d'Études Techniques de l'Équipement (CETE) Méditerranée, futur CEREMA, qui a la charge en France d'appuyer les DREAL pour cette planification.

Adoptée en 2007, la Directive Inondation impose son calendrier, qui à terme sera synchronisé avec celui de la Directive-Cadre sur l'Eau, aux 4 pays participant au jumelage, ce qui procure aux échanges une grande richesse et permet à la Croatie d'ajuster ses pratiques au meilleur niveau en bénéficiant des efforts de développement méthodologique des pays les plus avancés.

KOSOVO

Appui institutionnel au Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire

La France a participé à ce jumelage, lancé en décembre 2011, en tant que partenaire junior avec l'Italie. Le projet visait à renforcer la capacité du Ministère Kosovar de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire (PSEM) et des parties prenantes à appliquer et à faire respecter la réglementation sur l'environnement, l'eau et la gestion des bassins versants, la gestion des infrastructures hydrauliques, y compris des barrages, la gestion des déchets, la gestion et l'aménagement du territoire urbain, la protection de la nature et de la biodiversité.

Des recommandations pour la mise en œuvre de la Directive-Cadre sur l'Eau et l'élaboration de Plans de Gestion de Bassin, la lutte contre la pollution, et le renforcement du Système d'Information sur l'Eau au Kosovo ont été élaborées conjointement par les experts français, italiens et kosovars et présentées lors de la conférence finale le 27 novembre 2013 à Pristina.

TUNISIE

REACH-CLP : un appui institutionnel en matière de gestion et de contrôle des produits chimiques

Depuis mars 2012, l'OIEau participe avec l'Agence autrichienne pour l'environnement, l'INERIS et l'Agence suédoise des produits chimiques au projet de jumelage "Appui institutionnel en matière de gestion et de contrôle des produits chimiques en Tunisie" qui vise à promouvoir une industrie plus respectueuse de la santé et de l'environnement tout en renforçant sa compétitivité en préparant le tissu industriel tunisien aux mutations managériales, organisationnelles et technologiques liées à l'application des règlements européens REACH (enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques) et CLP (classification et étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux).

L'OIEau participe au renforcement de l'assise juridique, à l'établissement d'une infrastructure institutionnelle et au renforcement des capacités d'intervention du Centre Technique de la Chimie. Ce projet financé par l'Union Européenne devrait se terminer en 2014.

JUMELAGES EUROPÉENS

TURQUIE

Un engagement fort de l'OIEau pour la transposition de l'acquis communautaire en Turquie à travers 3 projets de jumelages institutionnels sur financement européen

► Jumelage Monitoring de la Directive-Cadre sur l'Eau

Depuis septembre 2011, les Pays-Bas, la France et l'Espagne mettent en œuvre ce jumelage qui porte sur l'application de la Directive-Cadre et vise à appuyer le Ministère Turc des Forêts et de l'Eau dans l'élaboration des plans de surveillance pour six bassins pilotes et d'un plan de surveillance national. Côté français, des experts du MEDDE, de l'Agence Seine-Normandie, d'IRSTEA, de l'IFREMER et de l'OIEau contribuent à ces travaux.

Fin 2013, ont été finalisés le volet formation sur les différents éléments de qualité qui doivent être surveillés, afin d'évaluer l'état écologique, ainsi que la définition de six programmes de surveillance sur les bassins pilotes.

M. Jean-François Donzier, STP du **RIOB**, a participé à un atelier de haut niveau qui s'est tenu en avril près d'Ankara, pour aider le Directeur de l'Eau turque dans ses choix stratégiques en matière d'application de la DCE.

La fin d'année 2013 a également été marquée par le voyage d'étude en France qui aura permis à une délégation de 22 représentants turcs de mieux connaître l'organisation institutionnelle et les aspects pratiques des plans de surveillance dans notre pays.

La délégation a été accueillie au MEDDE, à l'ONEMA et à l'AESN et a effectué plusieurs visites de terrain (ONEMA, IFREMER). Ce projet se terminera en mars 2014.

www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



7.550.000 visiteurs en 2013 !



Kick-off meeting du jumelage "eaux de baignade" - Ankara février 2013

► Jumelage Directive Inondation

Ce jumelage relatif au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la directive inondation vise à soutenir la Direction Générale de la Gestion de l'Eau du Ministère des Forêts et de l'Eau dans sa nouvelle mission de coordination avec l'appui des principales institutions publiques Françaises et Roumaines travaillant sur cette directive dans leurs pays respectifs : Direction Générale pour la Prévention des Risques du MEDDE, Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement (CETE) Méditerranée future CEREMA, Autorité des Eaux Roumaines et son Institut d'Hydrologie et de Gestion de l'Eau.

Depuis août 2012, le projet œuvre au développement des principaux outils de structuration de la future politique inondation du pays tel que prévu dans la directive européenne à savoir :

- La transposition de la Directive Inondation (DI) dans la législation turque et l'adaptation de l'organisation institutionnelle ;
- Un accompagnement méthodologique à la mise en œuvre pratique des 3 étapes de préparation d'un plan de gestion des risques inondation sur le bassin pilote du "Bati Karadeniz" donnant sur la Mer Noire ;
- La préparation du Plan National de mise en œuvre de la Directive Inondation en intégrant l'analyse économique.

Les activités se poursuivront jusqu'en décembre 2014.

► Directive eaux de baignade



Visite d'étude en France sur la classification des eaux de baignade - 11/2013

Depuis janvier 2013 et pour deux ans, le jumelage sur les eaux de baignade avec l'Institut de Santé Publique turc est conduit par l'**Office International de l'Eau** pour le compte du Ministère français des Affaires Sociales et de la Santé en collaboration avec l'Institut Minoprio italien.

Le projet de jumelage vise à mettre à jour la législation, réviser la classification des sites de baignade, appuyer l'établissement de profils, la gestion de la qualité des données, et les capacités techniques des laboratoires de contrôle, grâce à une expertise continue, des stages nationaux de formation et des ateliers, des visites d'étude en France et en Italie, et l'élaboration de guides d'application nationale.

Les premiers résultats et la lettre d'information du projet sont disponibles sur le site Internet dédié en anglais et turc :

www.aquacoope.org/turkeybw

EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE

FFEM-EECCA

Renforcement des capacités d'administration des données pour l'évaluation et le suivi des ressources en eaux transfrontières

Développé en collaboration avec le Secrétariat de la CE-ONU de la "Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux", le projet FFEM-EECCA de "Renforcement des capacités d'administration des données pour l'évaluation et le suivi des ressources eaux transfrontières des pays d'Europe Orientale, du Caucase et d'Asie Centrale" s'est terminé avec succès en octobre 2013.

Ce projet mis en œuvre sur financement du FFEM auprès du SHMI (Slovak Hydrometeorological Institute) et coordonné par l'OIEau a atteint ses objectifs aussi bien au niveau régional que sur les 2 bassins pilotes sélectionnées par le Secrétariat de la Convention : le Bassin du Dniestr (en collaboration directe avec les Autorités nationales et de bassin en Ukraine et en Moldavie) et le Bassin de la Mer d'Aral (bassins de l'Amudarya et du Syrdarya concernant 6 pays d'Asie Centrale : Kirghizstan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Afghanistan) en collaboration avec l'EC-IFAS (Comité Exécutif du Fond de Protection de la Mer d'Aral).

Au cours de la dernière année d'activité, le projet a organisé la production d'un document de recommandations valorisant les retours d'expériences du projet et a pu présenter les résultats obtenus à l'occasion de diverses réunions internationales, notamment :

- lors de la 6^{ème} réunion des parties de la convention des eaux internationales, qui s'est tenue à la chambre des députés à Rome, les 28/29 novembre 2012 ;
- lors de la Conférence de haut niveau sur la coopération internationale sur l'eau, organisée au Tadjikistan en août 2013 ;
- lors du dernier Comité de Bassin du Dniestr le 18 Septembre 2013 en Ukraine.

www.aquacoope.org/ffem-eecca

ASIE CENTRALE

Intervention pour l'Agence de Coopération Suisse (SDC) sur le renforcement de la gestion de l'eau en Asie Centrale

Dans la continuité de ses actions antérieures dans la région, l'Agence de Coopération Suisse s'est engagée dans une réorientation de son programme de gestion des ressources en eau régionale en Asie centrale qui sera développé entre 2014 et 2020.

Ce nouveau programme comprend des actions relatives au renforcement de la gestion des ressources en eau (GIRE), au développement du Système d'Information sur l'Eau (SIE), à l'amélioration de la distribution et de la gestion de l'eau pour l'irrigation (PPI), ainsi qu'à des actions transversales pour la formation et le renforcement des capacités des partenaires.

Suite à la signature d'un protocole d'accord entre l'OIEau et le consortium de iMoMo, une première mission réalisée conjointement en Novembre 2013 par des experts de Hydro-solutions ltd et de l'OIEau, a permis de spécifier un plan d'action pour 2014 visant à développer le monitoring et l'échange automatisé de données entre les partenaires impliqués dans la gestion de l'eau au niveau national au Kirghizistan.

Proposé sur un bassin pilote transfrontalier, ce plan d'action, comporte également la définition d'un premier référentiel hydrologique (avec codification des bassins, des rivières, des lacs et des canaux) visant à développer l'interopérabilité et faciliter l'échange de données comparables relatives à la gestion de l'eau au niveau transfrontalier, référentiel qui pourra ensuite être étendu au niveau régional.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du Développement
et de la Coopération DDC**

ALBANIE

Mise à jour des standards techniques pour les études et la construction dans le domaine de l'eau et l'assainissement



Séminaire de présentation des standards techniques pour le secteur de l'eau potable

Les fascicules produits par l'OIEau et la SAUR ont été remis, en anglais et en albanais, au Ministère des Travaux Publics et des Transports lors d'une réunion finale organisée à Tirana en février 2013, en présence de l'Ambassadeur de France en Albanie, du représentant régional de la Mission Economique et des entreprises du club FASEP qui ont appuyé le projet.

Les standards produits ont été organisés en 8 livres couvrant toute la filière d'alimentation en eau potable, collecte et traitement des eaux usées :

- Terrassements et tranchées ;
- Station de pompage ;
- Traitement de l'eau potable ;
- Réservoirs ;
- Réseaux d'eau potable ;
- Réseaux d'eaux usées ;
- Traitements collectifs des eaux usées ;
- Traitement individuel des eaux usées et gestion des matières de vidange.

Ils imposent des prescriptions techniques minimales pour la conception et la réalisation de l'ensemble des ouvrages compatibles avec les standards européens.

L'OIEau a également participé à Tirana à la Conférence régionale sur l'amélioration des performances des services d'eau et d'assainissement.

MÉDITERRANÉE
MOYEN-ORIENT

AQUA
for Med

Le Réseau Méditerranéen des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau

Le Réseau Méditerranéen des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau a été lancé lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Marseille en mars 2012. Il vise à faciliter l'échange de connaissances entre des centres de formation confrontés à des problématiques similaires et à renforcer leurs capacités de réponse aux besoins de formation des administrations et services en charge de la gestion et de la distribution de l'eau. Les membres du Réseau reconnaissent un certain nombre de principes communs, notamment le rôle essentiel de la formation professionnelle pour l'amélioration de la qualité des services d'eau.

Un groupe de membres fondateurs s'est réuni en novembre 2012 lors d'une rencontre tenue au secrétariat de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone pour préparer un projet d'envergure qui serait présenté au processus de labellisation de l'UpM.

Les premiers soutiens financiers accordés par la Région Ile-de-France et l'ONEMA ont permis d'engager les activités, notamment la création du site :

www.aquaformed.org



Plate-forme stratégique sur la gestion durable des déchets en Méditerranée

Tous les acteurs de la gestion des déchets en Méditerranée sont confrontés à la croissance du volume à traiter, à l'évolution des normes réglementaires à respecter ou des objectifs nationaux et internationaux à atteindre.

Dans de nombreux pays de la région méditerranéenne, il n'y a souvent pas de tri préalable à la mise en décharge, les solutions en terme de traitement des déchets sont peu connues et les autorités manquent de moyens pour les appuyer.

C'est dans cette optique que s'inscrit le projet **MED-3R** qui vise à développer des systèmes intégrés de gestion des déchets urbains efficaces, vertueux et adaptés aux contextes locaux.

Ce projet financé par la Commission Européenne au titre de l'Instrument Financier Européen de Voisinage et de Partenariat en Méditerranée, est piloté par la Métropole Nice Côte d'Azur.



Avec un budget d'environ 5 M€, ce projet rassemble quinze partenaires dont essentiellement des villes issues de cinq pays riverains de la Méditerranée : la France, l'Italie, la Tunisie, le Liban et la Jordanie.

L'OIEau et le **SEMIDE** contribuent à ce projet sur le volet capitalisation et formation à la gestion des déchets solides urbains, ainsi qu'à la coordination des 13 actions pilotes menées dans les 8 villes partenaires du projet.

Eau et ville durable en Méditerranée

La Métropole Nice Côte d'Azur soutient un projet d'appui aux collectivités locales en Méditerranée, visant à renforcer la maîtrise d'ouvrage, favoriser l'échange d'expériences et la diffusion de bonnes pratiques sur l'eau et l'assainissement.

Le projet consiste en l'élaboration d'études de cas multimédia accompagnées de formations réalisées par l'OIEau.

Ce projet s'intègre dans l'action du Réseau des villes Euromed.

JORDANIE

"This is water !"

Conférence sur l'eau et l'agriculture

Dans la continuité du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, et dans le cadre de l'Année Internationale de la Coopération sur l'Eau, la Société Scientifique Royale de Jordanie (RSS) et l'Institut Français de Jordanie, organisaient du 4 au 6 juin 2013 une journée de tables rondes sur l'Eau et l'Agriculture inaugurée par la Princesse Sumaya bint El Hassan et S.E. Mme Caroline Dumas, Ambassadrice de France en Jordanie.



L'OIEau a été invité à participer pour présenter le système français d'allocation des ressources en eau entre secteurs et la participation des usagers et du public dans ce processus.

Les Autorités jordaniennes sont en pleine réflexion sur l'implication des usagers dans la gestion de l'eau.

Le Highland Water Forum est un projet pilote du Ministère de l'Eau et de l'Irrigation jordanien pour la mise en œuvre du principe de concertation dans la gestion locale de ressources souterraines, soutenu par la GIZ, en étroite collaboration avec l'Ambassade de France.

MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT

TURQUIE

Présentation du Système de répartition de l'eau dans le sud de la France

Dans le cadre de l'assistance technique qu'elle fournit au Ministère turc des Forêts et de l'Eau, la Banque Mondiale a recherché des experts ayant une solide expérience de terrain sur la répartition de l'eau dans les bassins fluviaux français rencontrant des pénuries d'eau.

L'OIEau a identifié les professionnels les plus pointus en vue d'apporter une contribution originale, utile et pertinente pour la Turquie.

L'étude explore :

- Les cadres juridiques et politiques de la gestion de l'eau en France, y compris le système d'autorisations des prélèvements, les activités de police des eaux, et les derniers développements dans la mise en œuvre de la DCE ;
- Les mécanismes de planification et de répartition de l'eau au niveau du bassin selon l'expérience de l'Agence de l'Eau Adour Garonne ;
- Le système hydraulique Durance-Verdon de gestion d'infrastructures à usages multiples : analyse historique, coordination des politiques sectorielles et questions de gouvernance
- Les conditions opérationnelles et légales de la gestion de l'eau en situation de rarefaction par les associations d'usagers : les caractéristiques des ASA de Basse et Moyenne Durance, les enjeux des "droits d'eau", et le cas particulier des restrictions organisées sur le Canal de Gap

Le cas français décrit et analysé dans cette étude a fait l'objet d'une présentation les 30 et 31 octobre 2013 à Ankara dans le cadre d'un séminaire international co-organisé par la Banque Mondiale et le Ministère turc des Forêts et de l'Eau.

Groupe de travail franco-turc sur les services urbains et l'environnement

Dans le cadre du Groupe de travail franco-turc sur les services urbains et l'environnement, l'OIEau a contribué à l'organisation d'un séminaire à Ankara les 28 et 29 novembre, présentant l'expérience française sur la DCE et les autres Directives relatives à l'eau, auquel ont participé MM. Pierre Roussel, Président de l'OIEau et Patrick Lavarde, Président du Groupe de travail (CGEDD).

PALESTINE

Formation des personnels palestiniens sur la conception et l'exploitation des stations de traitement des eaux usées

Aux côtés des partenaires techniques et financiers (USAID, GIZ, AFD, JICA, etc.) venant en appui à la modernisation et l'amélioration des infrastructures d'eau potable et d'assainissement dans les Territoires Palestiniens, nombreux sont les Acteurs français de la Coopération Décentralisée qui mettent en œuvre des projets d'assistance technique auprès des Collectivités Palestiniennes.

Il est important de répondre aux besoins d'amélioration de la gestion des services d'eau et d'assainissement à travers l'organisation de formations, l'assistance technique aux opérateurs et le financement d'études stratégiques.



Les stagiaires de la PWA - octobre 2013

L'OIEau a réalisé en octobre et novembre 2013 deux formations portant sur le dimensionnement et les conditions d'exploitation des stations d'épuration pour les cadres de l'Autorité Palestinienne de l'Eau (PWA) et des Collectivités palestiniennes, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Fort du succès rencontré par ces formations, cette action devrait être reconduite en 2014.



Construction de la station d'épuration d'Al-Tireh à Ramallah (25.000 Equivalent-Habitants)

AFRIQUE

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Evaluation de projets et développement des connaissances

L'OIEau, en partenariat avec Studi International et Aurecon a participé à l'évaluation de 7 projets financés par la Facilité Africaine de l'Eau. L'OIEau a pris en charge l'évaluation des 3 projets suivants réalisés entre 2008 et 2012 :

- Congo (Brazzaville) - Etude de Réhabilitation et d'Extension des Systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement de Brazzaville et de Pointe Noire.
- Burkina Faso - Etude de faisabilité et de conception d'un système de drainage et de gestion des déchets à Ouagadougou.
- Liberia - Etude pour l'expansion et la réhabilitation du système d'approvisionnement en eau et assainissement de 3 capitales régionales.

La mission prévoit également le développement des connaissances destinées à promouvoir les bonnes pratiques innovantes mises en œuvre au cours des projets évalués.



Construction de latrines à Pointe Noire

KENYA

Appui à la Société des Eaux de Mombasa

Le projet d'appui à la société des Eaux et de l'Assainissement de Mombasa au Kenya, conduit depuis 2010 par SEURECA et l'OIEau sur un financement de l'Agence Française de Développement, s'est achevé en mai 2013.

Suite à l'audit effectué par l'OIEau, un nouvel organigramme a été approuvé ainsi qu'un plan de formation. La dernière année du projet a permis la finalisation d'un nouveau logiciel de facturation et de gestion clientèle, sa prise en main ainsi que la mise à jour la base de données clients. Une connexion a été établie entre les différentes agences de Mombasa Water qui disposent maintenant d'un accès instantané aux informations mises à jour.

GUINÉE

Appui et renforcement des compétences de la Société des Eaux de Guinée (SEG)

Dans le cadre de l'appui apporté par le Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) à la Société des Eaux de Guinée au titre de la coopération décentralisée, le SEDIF a confié à l'OIEau deux actions réalisées au deuxième semestre 2013 :

- Appui à la mise en place d'un SIG pour améliorer la gestion du patrimoine ;
- Formation des cadres sur le management d'un service d'eau par un système d'indicateurs de performance pour améliorer l'efficacité du service.

BURKINA FASO

Appui au CEMEAU (Centre des Métiers de l'Eau)



Atelier de travail avec les experts métiers mai 2013

Le Programme Eau et Assainissement (PEA-GIZ) de la Coopération allemande, aujourd'hui dans sa troisième phase 2013-2015, comprend une forte composante contribuant à l'amélioration des compétences professionnelles du secteur.

Les actions d'appui réalisées par le groupement GFA-OIEau prévoient la recherche de l'équilibre budgétaire du CEMEAU, l'organisation ainsi que le développement des compétences de son personnel de direction et de ses experts techniques.

Au titre des actions majeures réalisées en 2013, on peut citer la préparation de termes de référence pour la mise en place de nouveaux équipements et installations pédagogiques qui seraient financés par la Coopération Danoise.

Mise en œuvre de la GIRE dans deux pays du bassin de la Volta

L'OIEau a réalisé en 2012 et 2013, la première phase d'un projet pour le développement de gestion intégrée des ressources en eau au Burkina Faso, qui s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé en octobre 2010 entre l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et l'Agence de l'Eau du Nakanbé.

Une coopération institutionnelle ambitieuse a été lancée en 2013 par l'OIEau avec l'appui des Agences de l'Eau Adour-Garonne et Seine-Normandie et l'Agence de l'Eau du Mouhoun au Burkina Faso, ainsi qu'entre l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le "White Volta Basin Board" au Ghana.

L'OIEau a mis en place une V.I.E. au Burkina Faso début 2014 afin de coordonner et appuyer les diverses activités.

EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Bilan des expériences de cinq Organismes de Bassin Transfrontaliers

Le document "Bilan des expériences des organismes de bassin transfrontaliers - Bonnes pratiques et recommandations" préparé par l'OIEau a été présenté et discuté lors d'un atelier, tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) en novembre 2013, en partenariat avec le RAOB et l'Agence Française de Développement.

Ce bilan concerne les Autorités de bassin des fleuves Sénégal (OMVS), Niger (ABN), Congo (CICOS) et Volta (ABV), ainsi que le Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le bilan est établi autour des pratiques relatives à quatre thèmes clés :

- Gouvernance ;
- Recherche d'un financement autonome ;
- Planification stratégique et mise en œuvre ;
- Optimisation du monitoring.

AFRIQUE

SITWA

Appui à la définition du plan d'action "Gestion des connaissances"

Le projet "Renforcement des institutions pour la gestion des eaux transfrontalières en Afrique" (SITWA), financé par l'Union Européenne, est mis en œuvre par le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) qui s'appuie sur le Secrétariat technique du RAOB assuré par l'Organisation pour la Mise en Valeur du Sénégal (OMVS). Il est organisé en deux phases : une phase de définition et une phase de mise en œuvre qui débutera en 2014.



Réunion de travail SITWA à Brazzaville

Pendant la phase de définition, les experts de l'OIEau et du RIOB ont été appelés à évaluer les besoins et à identifier les actions prioritaires d'appui au RAOB afin de renforcer la capacité des Organismes de Bassin africains en relation avec l'information, la gestion des connaissances et la communication.

Les résultats ont été présentés lors d'un atelier de validation organisé à Addis-Abeba en octobre 2013.

Les mesures suivantes liées à la "gestion des données et des connaissances" sont prévues dans les prochaines années, avec l'appui du projet SITWA :

- le développement de la plate-forme Internet du RAOB/SADIEau et la définition des principales procédures d'échange des métadonnées, des données et des informations ;
- l'échange d'informations au niveau panafricain et régional ;
- le renforcement des outils et procédures des systèmes d'information et d'échange de données dans deux bassins transfrontaliers sélectionnés, en collaboration avec les Commissions Economiques Régionales concernées.

CICOS

Commission Internationale du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS)

Le projet d'appui à la Commission Internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS) a démarré début 2012 sur financement de la Facilité Eau de l'Union Européenne. L'OIEau coordonne ce projet de renforcement des capacités, centré sur le suivi hydrologique d'une part (projet Congo-HYCOS) et la planification transfrontalière de l'autre (accompagnement du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux - SDAGE du bassin du Congo).

Suite aux sessions de formation en hydrologie opérationnelle au bénéfice des Services hydrologiques nationaux des pays du bassin et au séminaire de démarrage du projet Congo-HYCOS, en collaboration avec l'Organisation Météorologique Mondiale, et avec l'appui conjoint du FFEM, le volet participatif du SDAGE a démarré en 2013 avec la mobilisation des acteurs et usagers de l'eau du bassin.

Par ailleurs la CICOS a demandé à l'OIEau de réaliser un audit conjointement avec la GIZ.

La CICOS a beaucoup progressé depuis quelques années et doit continuer à s'affirmer comme un acteur majeur du développement en Afrique Centrale.

LAC TCHAD

Charte de l'eau du bassin du Lac Tchad

La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a initié une réforme institutionnelle en 2008 et, en avril 2012, la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement a adopté la Charte de l'Eau du bassin du lac Tchad.

Le projet "Préservation du Lac Tchad - Contribution à la Stratégie de développement du Lac" financé par le Fond Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a démarré en 2012 pour une durée de trois ans. Il comporte trois composantes confiées entre autres à l'Institut de Recherche pour le Développement (composantes 1 et 2) et à l'Office International de l'Eau (composante 3) :

- Composante 1 : Synthèse des connaissances et définition des contraintes de gestion ;
- Composante 2 : Fiabilisation du modèle hydrologique ;

- Composante 3 : Appui pour l'application de la Charte de l'Eau et renforcement des relations avec les autres organismes de bassin.

Quatre ateliers de vulgarisation de la Charte se sont tenus à Ndjamena (janvier 2013), Niamey (mars 2013), Abuja (mai 2013) et Yaoundé (décembre 2013).

AUTORITÉ DU BASSIN DE LA VOLTA

Renforcement de la gouvernance

Le projet de développement des capacités de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) bénéficie de financements de l'Union Européenne (Facilité Eau ACP-EU), de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) et de l'Agence Française de Développement (AFD).

Depuis 2012, l'OIEau apporte son soutien au RIOB pour la mise en œuvre globale du projet, qui vise à renforcer les capacités :

- du Forum des Parties prenantes au développement du bassin, organe consultatif de l'ABV ;
- du Comité des Experts, organe exécutif de l'ABV,
- de la Direction Exécutive.

Des membres du Comité des Experts et de la Direction Exécutive ont effectué en janvier - février 2013 une visite des Agences de l'Eau Seine-Normandie et Adour-Garonne et ont pu rencontrer à Toulouse des membres de la commission planification, de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) et de la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG).

Le projet a également permis la participation du directeur exécutif de l'ABV à l'Assemblée Générale Mondiale du RIOB (Fortaleza, Brésil, août 2013).

La deuxième réunion du Forum des Parties prenantes de l'ABV s'est tenue du 21 au 23 octobre 2013 à Ouagadougou (Burkina-Faso).

AMÉRIQUE LATINE

BRÉSIL

Poursuite de la coopération de l'Agence de l'Eau du PCJ

Avec l'appui de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, le Consortium Intermunicipal des bassins des rivières Piracicaba, Capivari et Jundiá (PCJ) soutient un programme de coopération, coordonné par l'OIEau, pour les années 2014-2015, dans le Rio Grande do Sul :

- une comparaison de la situation en matière de gestion de l'eau dans le RGS, avec celle des bassins PCJ et de Loire-Bretagne ;
- des séminaires sur les thèmes de la gouvernance et des instruments de la gestion intégrée des ressources en eau (planification, financement et réseaux de mesures) ;
- une visite technique des Comités de Bassin du Rio Grande do Sul dans les bassins PCJ (situés environ 1000 km plus au nord).

En mai 2013, un séminaire et une visite technique ont été organisés à Porto Alegre.

Création d'un Centre de Formation Professionnelle aux Métiers de l'Eau dans l'Etat de São Paulo

Suite à l'accord de coopération signé en novembre 2012 à São Paulo, l'OIEau apporte son expertise à la FESPSP (Fundação Escola de Sociologia e Política de São Paulo) en vue de la création d'un Centre Brésilien de Formation aux Métiers de l'Eau et de l'Assainissement.

Dans le cadre d'un financement brésilien, les activités se déroulent sur une durée d'environ 6 mois fin 2013 - début 2014 et ont commencé par une visite d'étude au CNFME de l'OIEau, à Limoges et La Souterraine, par une délégation de 8 experts de FESPSP, suivie par différentes missions de l'OIEau à Sao Paulo.



CHILI

"Marché des droits d'eau" et "Gestion Intégrée des Ressources en Eau"

Le Ministère des Travaux Publics (MOP) du Chili et sa Direction Générale de l'Eau (DGA), travaille à l'élaboration d'un plan d'action pour l'amélioration de la gestion de ses ressources en eau.

Il a ainsi demandé à la Banque Mondiale d'élaborer un diagnostic de la situation et de formuler une stratégie nationale de gestion des ressources en eau du pays.

L'OIEau a contribué à la définition d'un plan d'action pour l'amélioration du cadre institutionnel, avec un accent particulier sur les réformes qui sont nécessaires au sein de la DGA.

En particulier, l'OIEau a apporté un éclairage sur le "modèle" institutionnel français de la gestion des ressources en eau et a contribué à l'évaluation des institutions de gestion des ressources en eau au Chili.

Le modèle chilien est singulier dans la mesure où l'intégralité des ressources en eau superficielle y est répartie auprès de détenteurs de droits d'eau. Le type d'usage n'est pas spécifié et un marché des droits d'eau, sans régulation de l'Etat, permet leur revente entre opérateurs privés et usagers.

COLOMBIE

Système National Environnemental

Depuis 2012, l'OIEau met en œuvre un projet de coopération franco-colombien avec l'appui de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne au bénéfice du Ministère colombien de l'Environnement et du Développement Durable. Cette assistance institutionnelle porte sur trois thématiques principales :

- une méthodologie d'élaboration du Plan stratégique du Rio Magdalena - Cauca, avec la recherche d'un équilibre financier sur le long terme et la mise en place du Conseil de Bassin ;
- l'amélioration de la gestion des données nécessaires à la gestion des ressources en eau, plus particulièrement pour le Système d'Information de la Ressource Hydrique (SIRH) ;
- l'organisation de la lutte contre la pollution industrielle du Rio Bogota.



Groupe de travail "système d'Information"

Etant donné l'importance du bassin versant du fleuve Magdalena et son impact au niveau national, les missions d'appui institutionnel et méthodologique réalisées en 2013 ont débordé du cadre du bassin pour influencer la Politique Nationale de Gestion Intégrée de la Ressource Hydrique (PNGIRH), en apportant des éléments structurants.

Un accord cadre inter-administratif a été signé entre les responsable de l'IDEAM et des autorités régionales de la région de Bogota (CAR, Acueducto, FOPAE, SDA) en septembre 2013.

PÉROU

Mise en œuvre de redevances

Le Pérou est engagé dans une réforme importante de sa politique de l'eau. En 2012, une Loi a réformé les redevances pour l'utilisation de l'eau et le rejet d'eaux usées.

L'OIEau a initié avec l'Autorité Nationale de l'Eau (ANA) du Pérou et le Bassin "del Rio Chili" (Région d'Arequipa), une coopération qui porte plus particulièrement sur la collecte des redevances, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau et l'élaboration d'un Plan de Gestion, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.



Signature de l'accord de jumelage Autorité Nationale de l'Eau au Pérou / Agence de l'Eau Artois-Picardie

ASIE

CAMBODGE

Projet Pilote Stung Sen



Ce projet pilote, qui a obtenu le soutien financier des Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Rhin-Meuse, s'inscrit dans le cadre de la coordination de la gestion, de la conservation et du développement durable du bassin du lac Tonle Sap.

La rivière Stung Sen, principal affluent du Lac, d'une longueur de 520 kms, est susceptible de voir s'y implanter deux barrages à vocation agricole et hydroélectrique.

Depuis octobre 2012 les activités se sont focalisées sur les étapes initiales du processus de planification (état des lieux, caractérisation du bassin) et sur les éléments nécessaires à la mise en place d'un comité de sous-bassin pour le Stung Sen.

Les sessions de formation réalisées ont permis d'apporter à l'équipe de l'Autorité du Tonle Sap ainsi qu'à certains acteurs clés du Ministère des Ressources en Eau et de la Météorologie (MOWRAM) une solide base de connaissances et de compétences pour assurer progressivement la mise en œuvre d'une politique de GIRE au Cambodge.

Fin 2013, le comité de sous-bassin du Stung Sen s'est réuni pour la première fois en présence du Ministre du MOWRAM et d'une délégation de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, et il a commencé ses activités avec l'appui de l'équipe du projet, en cohérence avec la démarche initiée par le MOWRAM au niveau national, avec la création d'un **Conseil National pour la Gestion des Ressources en Eau (NCWRM)** et de Comités de Bassin pour les 7 grands districts hydrographiques du pays, dont le Tonle Sap.

Le Secrétariat Général du NCRWM a été désigné responsable de la coordination des actions de ces Comités de Bassin.

CHINE

Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau du bassin du fleuve Hai

Le projet s'étend sur 4 ans (2011-2015) et vise le test et l'application en Chine de certains mécanismes français de gestion de bassin, de lutte contre la pollution des eaux et de protection des écosystèmes.

Les partenaires du projet sont, pour la partie Chinoise, le Ministère des Ressources en Eau, la Commission de Conservation des ressources en eau du fleuve Hai, ainsi que les Bureaux des Eaux de la Municipalité de Tianjin et de la Province du Hebei, et, pour la partie française, le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE), l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), l'Institution Interdépartementale des Grands Lacs de Seine et l'**OIEau** qui assure la coordination technique du projet.

La deuxième phase (octobre 2012/octobre 2014) vise la mise en œuvre concrète d'une démarche de gestion intégrée adaptée au contexte chinois.

Elle porte principalement sur le sous-bassin de la rivière Zhou : 2 114 km², 2,4 millions d'habitants et principale source d'approvisionnement en eau de surface de la quatrième ville du pays, Tianjin.

Une session de formation a été organisée à Tianjin sur le thème de la gouvernance au profit d'une trentaine de responsables et techniciens des organismes chinois partenaires.

Trois missions techniques ont par la suite été réalisées dans le sous-bassin de la rivière Zhou (décembre 2012, mai et septembre 2013).

L'assistance technique fournie au cours de ces interventions a contribué à l'avancée d'une première version du rapport d'état des lieux. Les échanges ont aussi été initiés sur la démarche SAGE, et en particulier sur la méthode de planification à l'échelle locale.

Une délégation de six responsables des organismes chinois partenaires s'est rendue en région parisienne à la mi-octobre 2013.

Au cours de sa visite d'études, la délégation a assisté à une séance du Comité de bassin de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Le Comité de pilotage du projet s'est tenu à Tianjin du 21 au 25 octobre 2013.



ASIE

LAOS

Projet Pilote Nam Ngum

Participants au séminaire de formation sur la méthodologie de préparation du Programme de Mesures



La coopération mise en place depuis deux ans par l'**OIEau**, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse en coordination avec le Secrétariat du Comité de Bassin de la Nam Ngum et le Département des Ressources en Eau du MoNRE, s'est attachée à la formulation d'un Plan de Gestion Intégrée des Ressources en Eau de ce bassin en parallèle de la création d'un Comité de Bassin Pilote.

En 2013, l'effort a porté sur le transfert d'une méthodologie pour la préparation et l'établissement du Programme de Mesures (définition, priorisation et localisation des actions à mettre en œuvre pour répondre aux principaux enjeux, estimation des coûts et équilibre financier, etc) et sur l'étude des sources de financements potentiels pour ces mesures.

En parallèle, la réflexion a porté sur les règles de fonctionnement du Comité de Bassin de la Nam Ngum et sur la pratique de préparation des avis sur les principales articulations du plan de gestion (vision, objectifs principaux à prendre en compte pour la GIRE, etc).

Le Comité de Bassin de la Nam Ngum (NNRBC), son organisation et ses activités ont été officiellement établis par la Décision n° 10/PM du Premier Ministre, le 29 janvier 2013 et le Comité de Bassin s'est réuni pour la première fois le 18 octobre 2013.

Depuis 2 ans, un V.I.E. a coordonné les activités en Asie du Sud-Est.

VIETNAM

Lancement de la deuxième phase du projet pilote sur le bassin du Dong Nai

La première phase du projet pilote Dong Nai, développée dans le cadre d'un accord de coopération signé en juin 2007 entre les Ministres de l'environnement français et vietnamien, a permis de renforcer le cadre institutionnel pour la préservation des ressources en eau des bassins vietnamiens.

Une mission d'évaluation, en novembre 2012, a permis de constater des avancées significatives (nouvelle Loi sur l'Eau votée en juin 2012, décret constitutif des organismes de bassin en préparation), et ouvert la voie à la préparation d'une seconde phase du projet soutenu par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Le Dr. Lai, Vice-Ministre responsable des Ressources en Eau vietnamien, a animé la réunion de lancement de la deuxième phase du projet, qui s'est tenue à Hô-Chi-Minh-Ville le 31 octobre 2013.

Ce séminaire a été l'occasion de réunir les membres pressentis du Comité de Bassin du Dong Nai.

La deuxième phase du projet s'articule autour de deux composantes :

- Un accompagnement pour la mise en place opérationnelle du Comité de Bassin et l'élaboration du Plan de Gestion du Dong Nai.
- La formation en France de l'équipe technique en charge d'appuyer le Comité de Bassin du Dong Nai.

Gestion des risques inondation



Au cours de l'année 2013, l'**OIEau** a apporté un appui à Artelia sur les aspects de la gouvernance du projet "flood protection for the saigon river lowlands: support in building a strategy for management and mitigation of natural disasters, especially floods".

L'étude a mis l'accent sur la nécessité de l'intégration de mesures non structurelles pour une gestion équilibrée et plus efficace du risque inondation. Un programme de mesures à été développé pour alimenter la stratégie dans la zone du projet incluant Hô-Chi-Minh-Ville, particulièrement exposée à ce risque.

AUTRES ACTIVITÉS ET MISSIONS D'EXPERTISES

La Siagne signe son SAGE

La Siagne est un fleuve dont le bassin versant couvre environ 520 km² et une trentaine de Communes du Var et des Alpes-Maritimes.

L'Etat a souhaité qu'un SAGE soit élaboré pour préserver la ressource. Ce SAGE a été lancé en 2010 et la Commission Locale de l'Eau arrêtée le 14 mai 2013. ACTeon et l'**OIEau** travaillent, avec le SIIVU (Syndicat Interdépartemental et Intercommunal à Vocation Unique), porteur du SAGE, à l'élaboration de l'état des lieux et accompagnent le processus du SAGE (pratique des méthodes participatives, connaissance des contextes institutionnels et réglementaires).

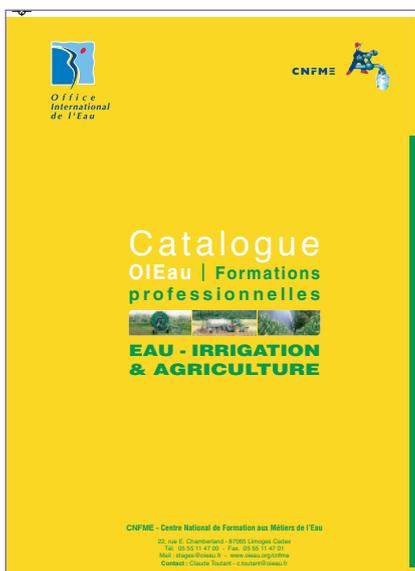
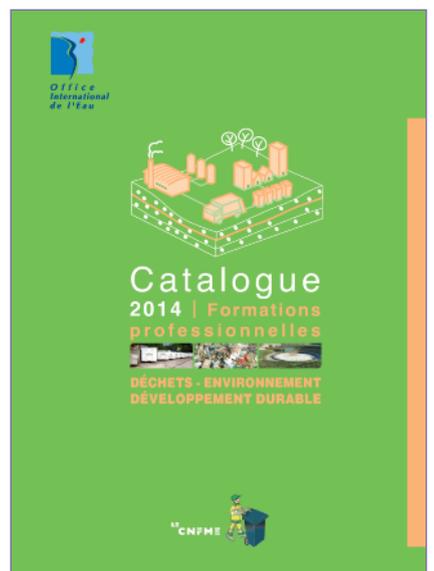
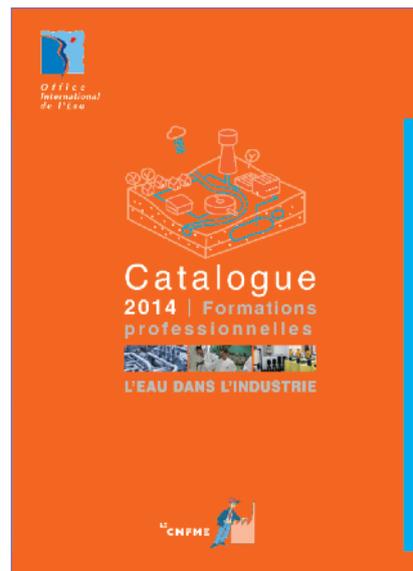
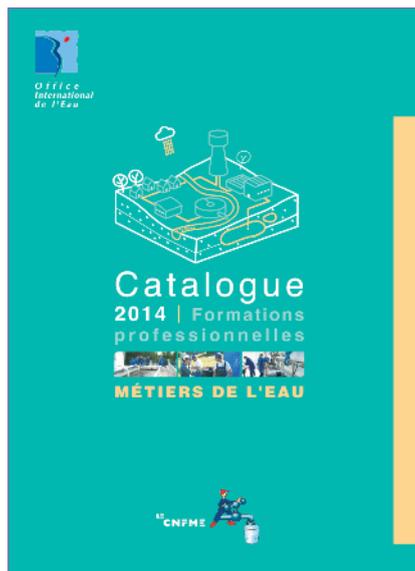
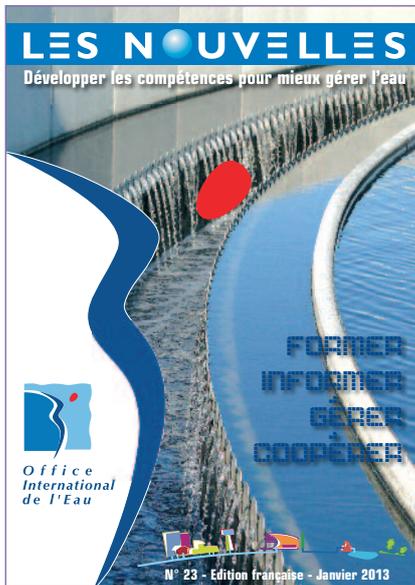
L'étude se déroulera sur deux ans.

Île de La Réunion

Suite aux Rencontres de l'Eau de 2012, le diagnostic du territoire de La Réunion et la définition des enjeux ont été affinés par le groupement SCP/BRLi. Différents scénarii d'aménagements hydrauliques à l'échelle du Département ont ensuite été formulés.

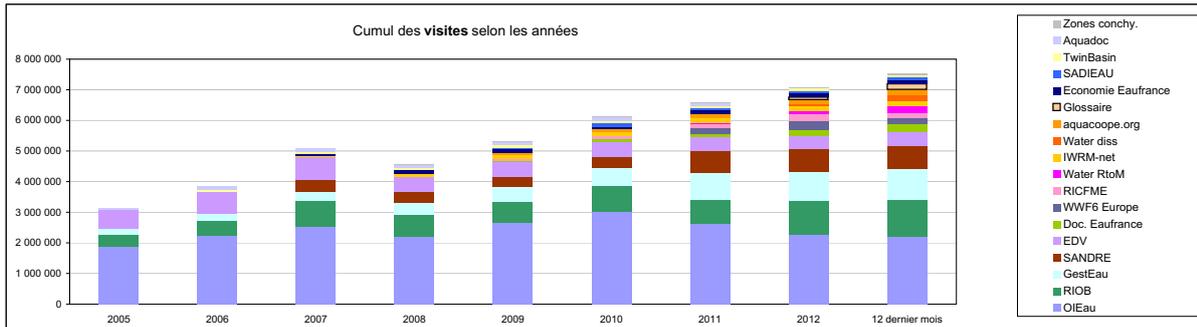
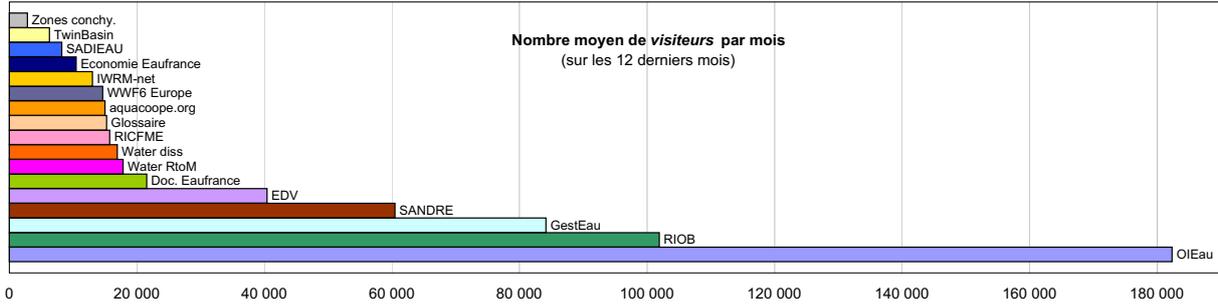
L'**OIEau** a été invité à analyser les rapports remis et à formuler des recommandations relatives à ces scénarii et aux orientations proposées.





Bilan des connexions 2013 des sites gérés par l'OIEau

VISITEURS	OIEau	RIOB	GestEau	SANDRE	EDV	Doc. Eaufrance	WWF6 Europe	RICFME	Water RtoM	IWRM-net	Water diss	aquacoope.org	Glossaire	Economie Eaufrance	SADIEAU	TwinBasin	Zones conchy.	Aquadoc	Total
2005	1 886 820	383 106	207 311		587 779	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 309		59 594	3 160 497
2006	2 217 526	507 369	225 393		714 058	-	-	-	-	-	-	-	-	26 075	-	36 837		127 803	3 920 134
2007	2 542 837	820 189	308 210	407 928	728 381	-	-	-	-	32 747	-	-	-	66 813	-	56 480		102 713	5 140 013
2008	2 213 127	689 605	419 231	345 401	486 868	-	-	-	-	99 306	-	12 747	-	116 821	2 615	53 847	5 138	108 519	4 576 686
2009	2 645 511	709 328	470 467	340 782	482 731	38 677	-	44 755	-	146 714	-	60 521	-	115 647	57 475	65 231	10 830	126 207	5 347 562
2010	3 016 835	856 131	573 905	355 810	501 977	79 165	-	94 082	-	162 230	-	76 687	-	91 739	97 530	83 615	14 105	128 127	6 165 764
2011	2 624 064	775 696	872 620	742 441	423 235	129 562	179 116	151 108	12 246	175 416	5 906	119 048	5 752	101 828	92 810	62 484	20 702	106 051	6 622 764
2012	2 269 846	1 106 324	949 982	754 269	428 797	197 586	267 800	246 786	99 741	138 364	57 935	156 628	84 551	118 329	96 026	65 618	23 022		7 061 604
12 dernier mois	2 188 009	1 223 095	1 009 793	725 534	484 899	258 476	175 737	188 971	213 912	156 379	203 313	180 042	183 186	125 976	98 516	75 505	33 894		7 525 237
Moyenne mensuelle de visiteurs	182 334	101 925	84 149	60 461	40 408	21 540	14 645	15 748	17 826	13 032	16 943	15 004	15 266	10 498	8 210	6 292	2 825		



16/12/2013



www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



7.550.000 visiteurs en 2013 !

www.oieau.org

Le monde de l'eau sur Internet



- ➔ **Formation Professionnelle**
- ➔ **Documentation - Information**
- ➔ **Coopération Institutionnelle**
- ➔ **Politique de l'Eau**
- ➔ **Actualités - Veille Technique**
- ➔ **France - Europe - Monde**



Liens privilégiés vers :

RIOB - RICFME - SEMIDE - EAUDANSLAVILLE.FR - GEST'EAU

FORUM MONDIAL DE L'EAU (MARSEILLE 2012)

et 350 sites Internet spécialisés

7.550.000 visiteurs en 2013 !

www.oieau.org

**Visitez
notre nouveau portail !**